



RCS : PARIS

Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2017 B 23147

Nom ou dénomination : AASCX Consulting

Ce dépôt a été enregistré le 11/10/2017 sous le numéro de dépôt 102778

DEPOT D'ACTE

DATE DEPOT : 11-10-2017

N° DE DEPOT : 2017R102778

N° GESTION : 2017B23147

N° SIREN :

DENOMINATION : AASCX Consulting

ADRESSE : 16 rue Dupetit-Thouars 75003 Paris

DATE D'ACTE : 05-10-2017

TYPE D'ACTE : Certificat

NATURE D'ACTE :

Agence Paris République

SOCIÉTÉ PAR ACTIONS SIMPLIFIÉE

La SOCIÉTÉ GÉNÉRALE, Société Anonyme au capital de 1 009 641 917,50 euros, dont le siège social est situé à PARIS 9ème, 29 Boulevard Haussmann, ayant pour numéro unique d'identification 552 120 222 R.C.S. Paris, en son agence de PARIS REPUBLIQUE certifie :

- avoir reçu en dépôt la somme de 1000. € (mille euros), représentant la totalité des versements effectués par les souscripteurs du capital en numéraire de la société AASCX CONSULTING en formation, dont le siège social est situé :

16 RUE DU PETIT THOUARS
75003 PARIS

- avoir constaté la concordance entre ces versements et les sommes indiquées comme versées par Mlle ARMALI ALYA actionnaire sur la liste des souscripteurs.

Ladite somme restera immobilisée dans les conditions légales et réglementaires.

Fait à PARIS REPUBLIQUE , le 05/10/2017

Le Responsable de l'Agence,



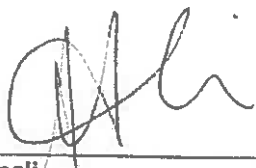
Sonia SOHEN
Directrice d'Agence
Agence de PARIS REPUBLIQUE

AASCX Consulting

Société par actions simplifiée au capital de 1.000 euros
Siège social : 16 Rue Dupetit-Thouars, 75003 Paris

LISTE DES SOUSCRIPTEURS ET ETAT DES VERSEMENTS

Souscripteur	Nombres d'actions souscrites	Total des souscriptions	Total des versements
Madame Alya Armali 16 Rue Dupetit-Thouars, 75003 Paris	100	100	1.000
Total	100	100	1.000



Madame Alya Armali
Associé – unique

DEPOT D'ACTE

DATE DEPOT : 11-10-2017

N° DE DEPOT : 2017R102778

N° GESTION : 2017B23147

N° SIREN :

DENOMINATION : AASCX Consulting

ADRESSE : 16 rue Dupetit-Thouars 75003 Paris

DATE D'ACTE : 05-10-2017

TYPE D'ACTE : Statuts constitutifs

NATURE D'ACTE : Président actionnaire unique personne physique

AASCX Consulting

Société par actions simplifiée au capital de 1.000 euros

Siège social : 16 Rue Dupetit-Thouars, 75003 Paris

Société en cours d'immatriculation auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Paris

STATUTS CONSTITUTIFS

AA

STATUTS

LA SOUSSIGNEE:

Madame Alya Armali, née le 9 mars 1981 à Chêne-Bougerie (Suisse), de nationalité belge, demeurant 16 Rue Dupetit-Thouars, 75003 à Paris, a décidé de constituer une société par actions simplifiée (la « **Société** ») et a établi les statuts suivants :

ARTICLE 1^{er} - FORME

La Société est constituée sous la forme de société par actions simplifiée régie par les dispositions légales en vigueur, celles du Code de commerce et des présents statuts.

La Société fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

Elle ne peut faire d'offre au public de titres financiers.

Dans tous les cas non visés par les présents statuts, il sera fait application des dispositions en vigueur et notamment celles du Code de commerce.

ARTICLE 2 – DÉNOMINATION SOCIALE

La dénomination sociale de la Société est : « **AASCX Consulting** ».

Tous les actes ou documents émanant de la Société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots "Société par Actions Simplifiée" ou des initiales "S.A.S." et de l'énonciation du montant du capital social ainsi que le lieu et le numéro d'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés.

ARTICLE 3 - OBJET

La Société a pour objet, tant en France qu'à l'étranger :

- Le conseil en stratégie, en direction et organisation d'entreprises, en gestion et finances, en gestion de projet,
- Le conseil et l'assistance en matière de financement, d'investissements, de fusion et acquisition, d'informations financière et comptable, de communication financière aux entreprises privées ou publiques et à leurs dirigeants,
- La participation de la Société, par tous moyens, à tous groupements, entités, entreprises ou sociétés créés ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de commandite, de souscription ou rachat de titres ou droits sociaux, de fusion, d'alliance ou d'association en participation, de groupement d'intérêt économique ou de location-gérance,

Et, plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social.

ARTICLE 4 - SIÈGE

Le siège social est fixé au 16 Rue Dupetit-Thouars, 75003 à Paris.

Il pourra être transféré en tout autre endroit en France par simple décision du Président qui est investi des pouvoirs nécessaires pour modifier en conséquence les statuts, sans qu'il soit besoin d'une ratification par décision de l'associé unique ou des associés.

ARTICLE 5 - DURÉE

La durée de la Société est fixée à quatre vingt dix neuf (99) années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf en cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévue aux présents statuts.

ARTICLE 6 – APPORTS - REMUNERATION

A la constitution, il est fait apport à la Société :

- Par Madame Alya Armali, de la somme en numéraire de mille (1.000) euros correspondant à cent (100) actions de dix (10) euros de valeur nominale, souscrites et libérées en totalité,

soit au total une somme de mille (1.000) euros correspondant à cent (100) actions, d'une valeur nominale de dix (10) euros, souscrites et libérées en totalité, ainsi qu'il résulte du certificat du dépositaire, établi par la banque Société Générale (la "**Banque**"). Cette somme a été déposée sur le compte de la Société en formation, à la Banque.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à mille (1.000) euros, divisés en cent (100) actions de dix (10) euros de valeur nominale, libérées intégralement.

ARTICLE 8 – MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL

- 8.1 Toute modification du capital résultant d'une opération d'augmentation, d'amortissement ou de réduction du capital social, requiert une décision collective des associés ou une décision de l'associé unique, dans les formes et conditions des articles 18 et 19 des présents statuts.
- 8.2 En cas d'augmentation du capital social par émission d'actions de numéraire et si la Société comporte plusieurs associés, un droit préférentiel de souscription aux actions nouvelles est réservé aux associés, dans les conditions édictées par la loi.
- 8.3 En cas de pluralité d'associés et lors de la décision collective d'augmentation de capital, les associés peuvent supprimer le droit préférentiel de souscription en faveur d'une ou plusieurs personnes dénommées, dans le respect des conditions prévues par la loi. Chaque associé peut aussi renoncer individuellement à ce droit préférentiel de souscription.
- 8.4 Après avoir décidé d'augmenter, d'amortir ou de réduire le capital social, les associés, ou l'associé unique peuvent déléguer au président les pouvoirs nécessaires en vue de réaliser l'augmentation, l'amortissement ou la réduction du capital social.

ARTICLE 9 – LIBERATION DES ACTIONS

Les actions de numéraire doivent être libérées au moins de la moitié de leur valeur nominale à la constitution de la Société et du quart de celle-ci lors de la souscription en cas d'augmentation du capital social.

ARTICLE 10 – FORME DES ACTIONS

Les actions émises par la Société ont obligatoirement la forme nominative. Elles sont inscrites au nom de leur titulaire dans les comptes tenus par la Société. Les attestations d'inscription en compte sont valablement signées par le Président ou un Directeur Général, ou par toute autre personne ayant reçu délégation à cet effet.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

ARTICLE 11 – DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

- 11.1 Chaque action donne droit à son porteur, dans l'actif social, les bénéfices et le boni de liquidation, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.
- 11.2 Chaque action donne, en outre, le droit au vote et à la représentation dans les décisions de l'associé unique ou des associés, ainsi que le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux dans les conditions prévues par les présents statuts.
- 11.3 La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts, aux modifications ultérieures et à toutes décisions des associés ou de l'associé unique.
- 11.4 L'associé unique ou les associés ne sont responsables du passif social qu'à concurrence de leurs apports.
- 11.5 Les droits et obligations attachés à chaque action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.
- 11.6 Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires d'actions isolées ou en nombres insuffisants ne pourront exercer ce droit qu'à la condition de se regrouper et de faire leur affaire personnelle de ce groupement et éventuellement de l'achat ou de la vente d'actions nécessaires.

ARTICLE 12 – TRANSFERT DES TITRES

12.1 Définitions

Pour l'application des stipulations des articles ci-après, le terme transfert (ci-après un « **Transfert** ») s'entend de tout mode de transmission par un associé de la pleine propriété ou de tout droit démembré (usufruit, nue-propriété) ou détaché d'un ou de plusieurs Titres (tel que ce terme est défini ci-après), à titre gratuit ou onéreux, volontairement ou non et, notamment, la vente, l'échange, la donation, l'apport en nature ou l'apport partiel d'actif par une partie, la fusion d'une partie et toutes opérations assimilées, la scission d'une partie, toute opération entraînant une transmission universelle ou à titre universel de patrimoine d'une partie, l'attribution à titre de distribution d'actifs ou de liquidation, la constitution et la réalisation d'une sûreté ou garantie, la transmission par décès, la liquidation de communauté entre époux et, de manière générale, tout mode quelconque de transfert des Titres. Sera également considérée comme un transfert, la renonciation par un associé à l'exercice de son droit préférentiel de souscription au profit d'une personne dénommée.

Le terme titre (ci-après un « **Titre** ») désigne toute action, valeur mobilière émise par la Société et susceptible de donner lieu, immédiatement ou à terme (après conversion, exercice échange ou selon toute autre modalité), accès au capital de la Société.

Par extension, seront également considérés comme des titres les droits de souscription dont bénéficieront les porteurs de valeurs mobilières émises par la Société, qu'ils soient à titre préférentiel ou non.

12.2 Modalités de Transfert des Titres

Le Transfert des Titres s'opère à l'égard de la Société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire, sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est inscrit sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement dénommé «registre de mouvements».

Les dispositions des articles 12.3 et 12.4 ne sont pas applicables lorsque la Société ne comporte qu'un Associé unique.

12.3 Agrément

Les Titres de la Société sont librement cessibles entre associés, et ne peuvent être cédés à des tiers qu'après agrément préalable donné par la collectivité des associés de la Société.

La demande d'agrément doit être notifiée à la collectivité des associés par lettre recommandée avec avis de réception. Elle indique le nombre de Titres dont le Transfert est envisagé, le prix de cession, l'identité de l'acquéreur s'il s'agit d'une personne physique et s'il s'agit d'une personne morale, les informations suivantes dénomination, forme, siège social, numéro RCS, identité des dirigeants, montant et répartition du capital.

La décision des associés sur l'agrément doit intervenir dans un délai de deux (2) mois à compter de la notification de la demande visée ci-dessus. Elle est notifiée au cédant par lettre recommandée avec accusé de réception.

Si aucune réponse n'est parvenue à l'expiration du délai ci-dessus, l'agrément est réputé acquis.

Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées.

En cas d'agrément, le Transfert projeté est réalisé par l'associé cédant aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément. Le Transfert des Titres au profit du cessionnaire agréé doit être réalisé dans les quinze (15) jours de la notification de la décision d'agrément, à défaut de réalisation du transfert des actions dans ce délai, l'agrément sera caduc.

En cas de refus d'agrément, la Société doit dans un délai de trois (3) mois à compter de la décision de refus d'agrément, acquérir ou faire acquérir les Titres du cédant soit par des associés, soit par des tiers.

Lorsque la Société procède au rachat des Titres du cédant, elle est tenue dans les six (6) mois de ce rachat de les céder ou de les annuler, avec l'accord du cédant, au moyen d'une réduction de son capital social.

Le prix de rachat des Titres par un tiers ou par la Société est fixé d'un commun accord entre les parties. A défaut d'accord sur ce prix, celui-ci est déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code Civil.

12.4 Nullité des Transferts de Titres

Tout Transfert de Titres effectué en violation du présent article 12 ci-dessus est nul.

ARTICLE 13 – PRESIDENT

- 13.1 La Société est gérée et administrée par un président, personne physique ou morale. Le président peut être choisi parmi les associés ou en dehors d'eux. Lorsqu'une personne morale est nommée président, les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent la même responsabilité civile et pénale que s'ils étaient président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.
- 13.2 Le président est nommé avec ou sans limitation de durée par décision de l'associé unique ou par décision collective des associés. Il est rééligible. Il est révoqué ad nutum par décision de l'associé unique ou par décision collective des associés dans les conditions visées à l'article 19 ci-après, sans qu'aucune indemnité ne lui soit due.
- 13.3 Le président recevra la rémunération qui sera jugée appropriée par l'associé unique ou par décision collective des associés, étant entendu cependant que, dans tous les cas, les frais qu'il encourt dans l'exercice de ses fonctions pourront lui être remboursés contre remise de justificatifs.
- 13.4 La Société pourra consentir des prêts, des découverts, des comptes courants, des cautions et des avals à son président si celui-ci est une personne morale.

ARTICLE 14 – POUVOIRS DU PRESIDENT

- 14.1 Le président représente la Société à l'égard des tiers et est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société. Il doit exercer ces pouvoirs dans le respect de la loi et des règlements en vigueur et des présents statuts, et agir dans l'intérêt de la Société, étant précisé que le président peut déléguer les pouvoirs qu'il juge convenables, par mandats spéciaux et temporaires, à toute personne qui peut être associée ou non.
- 14.2 Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances ; cependant, la seule publication des statuts ne suffit pas à constituer cette preuve.
- 14.3 Le président peut consentir à tout mandataire de son choix toutes délégations de pouvoirs qu'il juge nécessaires, dans la limite de ceux qui lui sont conférés par la loi et les présents statuts.
- 14.4 Le président est l'organe social auprès duquel les Délégués du Comité d'Entreprise exercent les droits définis par l'article L 2323-66 du Code du travail.

ARTICLE 15 – DIRECTEUR GENERAL

- 15.1 Sur proposition du président, l'associé unique ou les associés peuvent selon les conditions prévues aux articles 18 et 19 nommer un ou plusieurs directeurs généraux, personnes physiques ou morales, associés ou non, disposant à l'égard de tiers des mêmes pouvoirs de représentation que le Président.

Les pouvoirs du directeur général peuvent être limités à titre interne.

- 15.2 Le directeur général est révocable à tout moment par décision de l'associé unique ou des associés en cas de pluralité d'associés.
- 15.3 La rémunération du directeur général sera fixée par le président. Il aura droit au remboursement de ses frais sur présentation des justificatifs.

15.4 En cas de décès, démission ou empêchement du président, le directeur général conserve ses fonctions et attributions jusqu'à la nomination du nouveau président.

ARTICLE 16 – CONSEIL DE SURVEILLANCE

L'associé unique ou la collectivité des associés peuvent selon les conditions prévues aux articles 18 et 19 décider de mettre en place un Conseil de Surveillance dans les conditions prévues ci-après.

16.1 Composition

Le Conseil de Surveillance est composé d'un (1) à cinq (5) membres.

Les membres, personnes physiques ou morales, associés ou non, du Conseil de Surveillance sont nommés par décision ordinaire collective des associés. La durée du mandat des membres du Conseil de Surveillance est fixée par la décision qui les nomme.

Lors de sa nomination, la personne morale est tenue de désigner un représentant permanent.

La désignation des représentants de personnes morales par leur organe compétent doit être notifiée par écrit à la Société au plus tard lors de la nomination des membres du Conseil de Surveillance personnes morales.

Les représentants permanents exercent leurs fonctions pendant la durée du mandat des personnes morales représentées.

Le Président du Conseil de Surveillance élu parmi ses membres, est désigné par décision ordinaire de la collectivité des associés. Lorsque le Conseil de Surveillance ne comprend qu'un seul membre, celui-ci est désigné automatiquement Président du Conseil de Surveillance.

En cas de décès, démission, révocation de son représentant permanent, la personne morale est tenue de notifier sans délai par écrit à la Société l'identité de son nouveau représentant.

Tout membre sortant est rééligible.

Les fonctions de membre du Conseil de Surveillance prennent fin notamment par l'arrivée du terme, le décès, la démission, la révocation ou la dissolution lorsqu'il s'agit d'une personne morale.

En cas de décès, démission ou empêchement d'un membre du Conseil de Surveillance d'exercer ses fonctions d'une durée supérieure à 6 mois, ou, s'il s'agit d'une personne morale, de dissolution, il peut être pourvu à son remplacement par décision ordinaire collective des associés. Le membre du Conseil de Surveillance remplaçant est désigné pour le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

Les membres du Conseil de Surveillance sont révocables ad nutum par décision ordinaire collective des associés.

Il peut être alloué par le Conseil de Surveillance des rémunérations exceptionnelles pour les missions ponctuelles confiées à des membres de ce Conseil ; dans ce cas, ces rémunérations sont portées aux frais généraux de la Société.

Il peut être alloué par décision ordinaire de la collectivité des associés, une enveloppe de jetons présence dont la répartition entre les membres sera fixée par le Conseil de Surveillance.

Par ailleurs, les membres du Conseil de Surveillance auront droit au remboursement de leurs frais d'hébergement et de déplacement raisonnables et justifiés.

16.2 Bureau du Conseil

Le Président du Conseil de Surveillance est chargé de convoquer le Conseil et d'en diriger les débats.

Le Président exerce ses fonctions pendant la durée de son mandat de membre du Conseil de Surveillance.

Les fonctions de Président du Conseil de Surveillance prennent fin par la perte de son mandat de membre du Conseil pour quelque raison que ce soit, par la démission ou la révocation.

Le Président du Conseil de Surveillance est révocable ad nutum par décision ordinaire de la collectivité des associés.

Le Conseil peut nommer un secrétaire qui peut être choisi parmi ses membres ou en dehors d'eux. Il fixe la durée de ses fonctions. Le secrétaire est chargé d'assister le Président dans la préparation et la constatation des délibérations du Conseil.

16.3 Fonctionnement

Le Conseil de Surveillance se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige et au moins une (1) fois par semestre. Les réunions ont lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation. La convocation peut être faite par tous moyens avant la date de la réunion et le cas échéant dans l'heure.

Pour la validité des délibérations, la présence de la moitié au moins des membres est nécessaire. Les décisions du Conseil de Surveillance sont prises à la majorité des voix de ses membres présents ou représentés, chaque membre disposant d'une voix et le Président ayant voix prépondérante en cas de partage des voix.

Les réunions du Conseil de Surveillance pourront se tenir par tous moyens (notamment par voie de visioconférence ou de téléconférence).

Chaque membre peut donner, par écrit, mandat à un autre membre pour le représenter à une séance du Conseil de Surveillance.

Les délibérations sont constatées par des procès-verbaux revêtus de la signature du Président de séance et d'au moins un membre du Conseil de Surveillance et établis sur un registre spécial tenu au siège social.

16.4 Pouvoirs

Le Conseil de Surveillance est chargé d'assister les dirigeants dans la détermination de la stratégie de développement de la Société et veiller à sa mise en œuvre.

Dans l'exercice de sa mission, le Conseil de Surveillance, à toute époque de l'année, opère les vérifications qu'il juge opportunes et peut se faire communiquer les documents qu'il estime utiles à l'accomplissement de sa mission.

ARTICLE 17 - CONVENTIONS REGLEMENTEES

17.1 Toute convention intervenue directement ou par personne interposée entre la Société et son président ou l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à dix pour cent ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce, sont soumises aux formalités de contrôle prescrites par la loi.

Toutefois, par dérogation, lorsque la Société ne comprend qu'un seul associé, il est seulement fait mention de ces conventions au registre des décisions.

17.2 Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales. Ces dernières conventions sont communiquées au commissaire aux comptes. Tout associé a le droit d'en obtenir communication.

1673 Les interdictions prévues à l'article L. 225-43 du Code de commerce s'appliquent au Président de la Société dans les conditions déterminées par ledit article, conformément à l'article L. 227-12 dudit Code.

ARTICLE 18 – DOMAINES RESERVES AUX DECISIONS DES ASSOCIES OU DE L'ASSOCIE UNIQUE

Une décision du ou des associés est nécessaire notamment pour les actes et opérations énumérés ci-dessous :

- i. augmentation, réduction ou amortissement de capital social ;
- ii. fusion, scission, apport partiel d'actifs soumis au régime des scissions, liquidation ou dissolution ;
- iii. modification des présents statuts, sauf pour le transfert du siège social en France ;
- iv. approbation des comptes annuels et affectation des résultats ;
- v. toute distribution faite à l'associé unique ou aux associés à l'exception des acomptes sur dividendes ;
- vi. nomination et révocation du président, et détermination de sa rémunération ;
- vii. nomination et révocation d'un ou plusieurs directeurs généraux délégués ;
- viii. nomination des commissaires aux comptes titulaires et suppléants ;
- ix. transformation en une société d'une autre forme.

ARTICLE 19 - DÉCISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE OU DES ASSOCIES

19.1 Lorsque la Société ne comporte qu'un seul associé, l'associé unique exerce les pouvoirs dévolus par la loi et les présents statuts à la collectivité des associés.

19.2 Les droits de vote attachés aux actions sont proportionnels à la quotité de capital qu'ils représentent et chaque action donne droit à son détenteur à une voix.

19.3 En cas de pluralité d'associés, les décisions des associés sont prises à l'initiative du président ou, à défaut, à la demande de tout associé (un « demandeur »). Dans ce dernier cas, le président, s'il n'est pas associé, est avisé de la même façon que les associés.

19.4 Les décisions de l'associé unique sont prises à l'initiative du président ou, à défaut, à la demande de l'associé unique. Dans ce dernier cas, le président en est avisé.

- 19.5 L'ordre du jour en vue des décisions collectives des associés est arrêté par l'auteur de la convocation.
- 19.6 Lorsque la Société ne comporte qu'un seul associé, les règles relatives aux décisions collectives des associés (convocation, vote, majorité) ne sont pas applicables.
- 19.7 Si la Société ne comporte qu'un seul associé, le ou les commissaires aux comptes sont avisés dans les meilleurs délais de la décision projetée par celui qui en a eu l'initiative.
- 19.8 En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives sont prises, au choix du demandeur, en assemblée générale (soit au siège social, soit en tout autre endroit désigné dans la convocation) ou par consultation écrite ou par voie de téléconférence téléphonique ou audiovisuelle. Elles peuvent s'exprimer aussi par un consentement unanime des associés donné dans un acte.

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives par lui-même ou par un mandataire de son choix, qui peut ou non être un associé. Les mandats peuvent être donnés par tous moyens écrits, en ce compris par télécopie ou par transmission électronique. En cas de contestation sur la validité du mandat conféré, la charge de la preuve incombe à celui qui se prévaut de l'irrégularité du mandat. Toutefois, en cas d'associé unique, celui-ci ne peut déléguer ses pouvoirs.

Les décisions collectives sont prises à la majorité des actions ayant le droit de vote.

Nonobstant ce qui précède, et si la Société comporte plusieurs associés, l'unanimité des associés est requise lorsque l'exige la loi.

19.8.1 Assemblée générale - Forme

L'assemblée générale est convoquée par un demandeur. La convocation est faite par une notification envoyée par tous moyens écrits, en ce compris par télécopie ou par transmission électronique huit jours au moins avant la date de la réunion ; elle indique l'ordre du jour. Cependant, lorsque tous les associés sont présents ou représentés, l'assemblée générale peut se réunir sans convocation préalable. Le ou les commissaires aux comptes seront convoqués en assemblée générale dans les mêmes conditions que les associés.

L'assemblée générale est présidée par le président de la Société ou, en son absence, par un associé spécialement délégué ou élu à cet effet par l'assemblée.

A chaque assemblée générale est tenue une feuille de présence et il est dressé un procès-verbal de la réunion, signé par le président de séance et par au moins un associé présent ou le mandataire d'un associé représenté, étant précisé que si le président de séance est associé, il signe seul le procès-verbal.

19.8.2 Consultation écrite - Forme

En cas de consultation écrite (en ce compris toute consultation effectuée par télécopie ou par transmission électronique), le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires sont adressés par le demandeur à chaque associé et au président si celui-ci n'est pas le demandeur, par tous moyens écrits, en ce compris par télécopie ou par transmission électronique. Les associés disposent d'un délai minimal de huit jours à compter de la réception des projets de résolutions, pour émettre leur vote. Le vote peut être émis par tous moyens écrits, en ce compris par télécopie ou par transmission électronique. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai accordé aux associés pour répondre (s'il n'est pas précisé dans les résolutions, ce délai sera de huit jours) est considéré comme s'étant abstenu. Si les votes de tous les associés sont reçus avant l'expiration dudit délai, la résolution concernée sera réputée avoir fait l'objet d'un vote à la date de réception du dernier vote. Le ou les commissaires aux comptes sont informés, par tous moyens, préalablement à la consultation écrite, de l'objet de ladite consultation.

La décision collective des associés fait l'objet d'un procès-verbal établi et signé par le demandeur auquel est annexée chaque réponse des associés et qui est immédiatement communiqué à la Société pour être conservé dans les conditions visées au § 19.9 ci-après.

19.8.3 Téléconférence téléphonique ou audiovisuelle - Forme

Lors des réunions par voie de téléconférence téléphonique ou audiovisuelle, les associés et le président, s'il n'est pas le demandeur, sont convoqués par le demandeur par tous moyens écrits, en ce compris par télécopie ou par transmission électronique deux jours au moins avant la date de la réunion. L'ordre du jour doit être indiqué ainsi que la manière dont les associés peuvent prendre part à la réunion.

Le ou les commissaires aux comptes sont informés de la téléconférence téléphonique ou audiovisuelle dans les mêmes conditions que les associés.

Lorsque les décisions sont prises par voie de téléconférence téléphonique ou audiovisuelle, le demandeur établit, dans un délai de huit jours, à compter de la téléconférence, le projet de procès-verbal de séance après avoir indiqué :

- l'identité des associés présents ou représentés, en précisant, le cas échéant, les mandats donnés à cet effet. Dans cette hypothèse, les mandats sont annexés au procès-verbal ;
- l'identité des associés absents ;
- le texte des résolutions ;
- le résultat du vote pour chaque résolution.

Le demandeur en adresse immédiatement une copie par tous moyens écrits, en ce compris par télécopie ou par transmission électronique, à chacun des associés. Les associés ayant pris part à la téléconférence en retournent une copie au président, dans les huit jours, après l'avoir signée, par tous moyens écrits, en ce compris par télécopie ou par transmission électronique.

A réception des copies signées par les associés, le demandeur établit le procès-verbal définitif. Ledit procès-verbal dûment signé par le demandeur, ainsi que la preuve de l'envoi du procès-verbal aux associés et les copies renvoyées dûment signées par les associés ainsi qu'il est indiqué ci-dessus sont immédiatement communiqués à la Société pour être conservés comme indiqué ci-après.

- 19.9 Les décisions de l'associé ou des associés, quel qu'en soit leur mode, sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial ou sur des feuillets mobiles numérotés. Les copies ou extraits des délibérations sont valablement certifiés par le président ou un représentant autorisé dûment habilité à cet effet.

ARTICLE 20 – INFORMATION DES ASSOCIES

- 20.1 L'ordre du jour, le texte des résolutions et les documents nécessaires à l'information des associés sont tenus à la disposition des associés ou de l'associé unique à l'occasion de toute consultation.
- 20.2 Plus généralement, l'associé unique ou les associés auront le droit de consulter, au siège social de la Société, les documents énumérés par l'article L 225-115 du Code de commerce. L'exercice de ce droit de consultation sera cependant soumis aux conditions suivantes : l'associé concerné devra informer la Société, raisonnablement à l'avance, de son intention d'exercer ce droit de consultation et l'exercice dudit droit ne devra pas perturber le fonctionnement de la Société.

ARTICLE 21 – EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Exceptionnellement, le premier exercice social comprend le temps écoulé depuis l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés jusqu'au 31 décembre 2018.

En outre, les actes accomplis pour son compte pendant la durée de constitution et repris par la société seront rattachés à cet exercice.

ARTICLE 22 – COMPTES ANNUELS

22.1 Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales conformément à la loi.

22.2 A la clôture de chaque exercice, le président établit et arrête le bilan, le compte de résultat et l'annexe conformément à la loi.

22.3 L'associé unique ou en cas de pluralité d'associés, une décision collective des associés statue sur les comptes de l'exercice écoulé chaque année dans les six mois de la clôture de l'exercice ou, en cas de prolongation, dans le délai fixé par une décision de justice.

ARTICLE 23 – AFFECTATION DES RESULTATS

23.1 Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice, fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

23.2 Sur le bénéfice de l'année diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

23.3 Le bénéfice distribuable est constitué par les bénéfices de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve, en application de la loi et des présents statuts et augmenté de tout report bénéficiaire.

23.4 Ce bénéfice peut être mis en réserve ou distribué aux associés proportionnellement au nombre d'actions leur appartenant.

23.5 L'associé unique ou les associés peuvent décider la distribution des sommes prélevées sur les réserves dont il(s) a(ont) la disposition, étant précisé que les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice, dans les conditions édictées par la loi.

23.6 Sauf en cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés ou à l'associé unique lorsque les capitaux propres sont, ou deviendraient, à la suite de celle-ci, inférieurs au montant de capital effectivement souscrit à la date en question, augmenté des réserves que la loi ou les présents statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Les pertes, s'il en existe, sont après approbation des comptes, reportées à nouveau pour être imputées sur les bénéfices ultérieurs jusqu'à apurement.

ARTICLE 24 – MODALITES DE PAIEMENT DES DIVIDENDES

- 24.1 Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par une décision collective des associés.
- 24.2 La mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après clôture de l'exercice, sauf prorogation de ce délai par autorisation de justice.
- 24.3 Toutefois, le président peut décider, s'il le juge opportun, le versement d'un acompte sur dividende dans les conditions prévues à l'article L 232-12 du Code de commerce.

ARTICLE 25 - TRANSFORMATION

La Société peut se transformer en société d'une autre forme selon les règles légales et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 26 – DISSOLUTION ANTICIPEE

La dissolution anticipée de la Société peut être décidée par décision collective des associés ou par l'associé unique, conformément aux dispositions légales et aux dispositions des articles 18 et 19 ci-dessus.

ARTICLE 27 – LIQUIDATION

- 27.1 Hormis les cas prévus par la loi, la dissolution de la Société entraîne sa liquidation.
- 27.2 Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par la collectivité des associés aux conditions prévues pour l'approbation des comptes annuels. Le liquidateur représente la Société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif. Il est habilité à payer les créanciers et répartir le solde disponible

L'associé unique ou la collectivité des associés peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

La personnalité morale de la Société subsiste pour les besoins de sa liquidation jusqu'à la clôture de celle-ci, mais sa dénomination devra être suivie de la mention "société en liquidation", ainsi que du ou des noms des liquidateurs sur tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers.

Les actions demeurent négociables jusqu'à la clôture de la liquidation.

Le partage de l'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est effectué entre les associés dans les mêmes proportions que leur participation au capital.

ARTICLE 28 – CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui peuvent s'élever pendant le cours de la vie de la Société ou de sa liquidation, soit entre les associés ou l'associé unique et la Société, entre les associés eux-mêmes, concernant l'interprétation ou l'exécution des présents statuts ou généralement la conduite de l'activité de la Société, sont soumises aux tribunaux compétents.

ARTICLE 29 – COMMISSAIRES AUX COMPTES

La désignation d'un Commissaire aux Comptes titulaire et d'un Commissaire aux Comptes suppléant est facultative, sauf si la Société dépasse, à la clôture d'un exercice social, deux des seuils fixés par

l'article R.227-1 du Code de commerce concernant le total du bilan, le montant du chiffre d'affaires hors taxe ou le nombre moyen de salariés au cours de l'exercice.

C'est à l'associé unique (ou aux associés statuant dans les conditions requises pour les décisions extraordinaires) qu'il appartient de procéder à de telles désignations s'il(s) le juge(nt) opportun.

S'il est nommé un Commissaire aux Comptes titulaire et un Commissaire aux Comptes suppléant, ceux-ci sont désignés pour la durée, dans les conditions et avec la mission fixée par la loi.

La Société est tenue de désigner au moins un commissaire aux comptes dès lors qu'elle contrôle une ou plusieurs sociétés au sens des II et III de l'article L. 233-16 ou qu'elle est contrôlée par une ou plusieurs sociétés au sens du même article.

ARTICLE 30 – REPRISE DES ENGAGEMENTS ANTERIEURS A LA SIGNATURE DES STATUTS ET A L'IMMATRICULATION DE LA SOCIETE - PUBLICITE - POUVOIRS

La Société ne jouira de la personnalité morale qu'à compter du jour de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

Cependant, il a été accompli avant la signature des présents statuts, pour la compte de la société en formation, les actes énoncés dans un état annexé aux présents statuts, indiquant pour chacun d'eux l'engagement qui en résulterait pour la Société.

ARTICLE 31 – NOMINATION DU PREMIER PRESIDENT

Est nommé en qualité de Président, pour une durée indéterminée :

Madame Alya Armali, née le 9 mars 1981 à Chêne-Bougerie (Suisse), de nationalité belge, demeurant 16 Rue Dupetit-Thouars, 75003 à Paris,

Madame Alya Armali, a déclaré, accepter les fonctions qui lui sont conférés et n'être atteint d'aucune incompatibilité ni d'aucune interdiction susceptible d'empêcher sa nomination.

ARTICLE 32 – POUVOIRS POUR LES FORMALITES LEGALES

Le Président est tenu de remplir dans les plus brefs délais, les formalités de publicité exigées par la loi et de requérir l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés du lieu du siège social. A cet effet, tous pouvoirs lui sont donnés, toutes les fois que cela sera compatible avec les prescriptions de la loi, les mêmes pouvoirs sont donnés au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes.

L'immatriculation de la Société emportera, de plein droit, reprise par elle desdits engagements.

ARTICLE 33 – ARTICLE LIMINAIRE

Les trois articles précédents, ainsi que celui-ci, ne font partie des présents statuts qu'en raison de ce qu'il s'agit des statuts constitutifs, et il n'en sera plus fait mention dans les versions ultérieures.

Fait à Paris, le 05/10/2017
En six (6) exemplaires

Bon pour acceptation des fonctions de Président.

Alya Armali
Associée – Président

* Signature précédée de la mention manuscrite "Bon pour exception des fonctions de Président"

AASCX Consulting
Société par actions simplifiée au capital de 1.000 euros
Siège social : 16 Rue Dupetit-Thouars, 75003 Paris
Société en cours d'immatriculation auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Paris

ANNEXE I
État des actes accomplis pour le compte de la Société en formation

1. La Soussignée, reconnaît préalablement à la signature des statuts de la Société qu'elle a pris connaissance de ce qui suit :

Etat des actes accomplis pour le compte de la société en formation :

- Ouverture d'un compte bancaire auprès de la banque Société Générale;
- Acte de jouissance des locaux dans lesquels est installé le siège social ;

Conformément aux prescriptions légales et réglementaires, les engagements énoncés dans le présent état destiné à être annexé aux statuts seront repris par la Société lorsque celle-ci aura été immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés.

2. Conformément aux prescriptions légales et réglementaires, la Soussignée donne mandat au Président qui l'accepte, à l'effet de prendre, au nom et pour le compte de la Société les engagements suivants :

- Ouverture d'un compte bancaire auprès de la banque Société Générale;
- Acte de jouissance des locaux dans lesquels est installé le siège social ;

Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes et pièces, faire toutes déclarations et affirmations, élire domicile et généralement faire le nécessaire.

Les engagements ci-dessus seront repris par la Société quand celle-ci aura été immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés.

Fait à Paris, le 05/10/2017
En six (6) exemplaires



Alya Armali
Associée – Président